

# Le rêve inachevé d'Etienne Tshisekedi

## République démocratique du Congo

Le Kasaien s'est éteint mercredi à Bruxelles, à l'âge de 85 ans.

D'abord baron du mobutisme, il fut ensuite un opposant historique au Léopard, ensuite aux Kabila père, puis fils. Mais celui qui se rêvait homme providentiel n'est jamais parvenu à ses fins : devenir le chef de l'Etat.

### Portrait Marie-France Cros

**T**ous les jours de ma vie, j'ai rêvé de devenir président de la République", avait-il avoué lors de la campagne présidentielle de 2011 – la seule à laquelle il participa et qui fut marquée par une fraude massive, en faveur de Joseph Kabila. Etienne Tshisekedi est mort ce mercredi 1<sup>er</sup> février 2017 à Bruxelles, à l'âge de 85 ans, sans avoir réalisé son rêve malgré trente ans de lutte à la fois courageuse, égoïste et erratique.

### Commissaire adjoint à la Justice

Né en 1932 à Kananga (Kasai occidental) d'un père catéchiste, il fut l'un des premiers docteurs en droit sortis de l'université Lovanium de Kinshasa. Mais il était encore étudiant lorsqu'il devint ministre adjoint de la Justice après le premier coup d'Etat de Mobutu, de septembre 1960 à février 1961. Ses adversaires l'accusent d'avoir participé, en tant que tel, à l'envoi des compagnons de Lumumba – contre lequel il exige de la fermeté – vers le Sud-Kasai sécessionniste, où ils connurent un sort funeste.

Etienne Tshisekedi était entré dans la vie politique en 1958-59 comme "conseiller" du MNC-Kalonji, du nom d'un dissident fédéraliste kasaien. De 1960 à 62, Albert Kalonji dirigea la sécession kasaienne; son premier gouvernement, rendu public en juin 1961, annonce Etienne Tshisekedi au poste de ministre de la Santé. Mais il semble que celui-ci ait préféré exercer, à Léopoldville, les fonctions de recteur de l'Ecole nationale de droit et d'administration.

Au second coup d'Etat de Mobutu, en novembre 1965, Etienne Tshisekedi devient ministre de l'Intérieur, jusqu'en août 1968. C'est sans état d'âme qu'il justifiera, face à la caméra, la pendaison publique, en 1966, des "Martyrs de la Pentecôte", trois ex-ministres et l'ex-Premier ministre Evariste Kimba, accusés de "complot" contre Mobutu.

### Baron du mobutisme

Il est un des barons du mobutisme. En 1967, il est ainsi un des rédacteurs de la Constitution qui met fin au multipartisme pour n'admettre que deux partis au maximum – une idée que Tshisekedi tentera en vain d'imposer à la place du multipartisme, admis en 1990. Il participe à la création du Mouvement populaire de la Révolution (MPR) et ne bronchera pas lorsque ce dernier devient parti unique en 1970. Et pour cause : depuis deux ans, et jusqu'en 1972, il en est le secrétaire national, tout en acceptant une ambassade au Maroc, puis le poste de vice-président de l'Assemblée nationale, jusqu'en 1974. De 1977 à 1980, il sera aussi président du conseil d'administration d'Air Zaïre.

C'est dans la seconde moitié des années 70 que celui que Mobutu appelait "l'aigri" change de camp. Si certains citent des ambitions non réalisées, c'est à coup sûr le massacre de Katekelay, dans son Kasai natal, en 1978, qui pousse Tshisekedi à la rébellion : 100 à 300 chercheurs clandestins de diamant – la crise économique commence à frapper les plus faibles – sont tués par l'armée.

En 1980, il signe, avec douze autres parlementaires, une lettre à Mobutu réclamant la démocratisation du

régime; tous sont relégués en province. Deux ans plus tard, ils créent l'UDPS, l'Union pour la démocratie et le progrès social. Cela leur vaudra une condamnation à 15 ans de prison, suivie d'une amnistie en 1983. C'est là que tourne le destin de Tshisekedi.

### Dix ans d'avaries et de gloire

Car la création de ce second parti, interdit par la Constitution, va ouvrir pour le Kasaien dix ans d'avaries, dix ans durant lesquels il ne sera libre que 14 mois – le reste passant en détention, liberté surveillée ou relégation. Dix ans de pressions qu'il subira sans faiblir, contrairement à nombre de ses compagnons. Dix ans à dire "non", bien planté sur ses deux jambes, le torse puissant faisant face aux coups, refusant, comme un sanglier, de fuir quand on l'attaque.

Mais aussi, précisément pour cette résistance qui démythifie Mobutu le Léopard, dix ans de gloire grandissante. Dix ans durant lesquels Tshisekedi devient, pour les Zaïrois, l'opposition faite homme, l'espoir de lendemains qui dansent, le "Moïse" qui les sortira de l'esclavage du mobutisme.

En 1992, Etienne Tshisekedi est élu Premier ministre par 70 % des 2800 membres de la Conférence nationale souveraine, mise sur pied dans le sillage de l'ouverture au multipartisme décidée en 1990 par Mobutu, toujours habile à flairer le vent. Cette consécration est aussi le commencement de la chute.

Les années qui suivent ne seront, en effet, plus celles de la confrontation brutale entre le dictateur et lui, mais un jeu du chat et de la souris, auquel le Léopard est infiniment plus habile que le Sanglier. Là où le premier ruse, pousse d'une patte légère ou feint de dormir, le second n'a qu'une stratégie, foncer.

Trois fois Tshisekedi sera nommé Premier ministre par son vieux rival; trois fois, l'exercice tourne court. De fin septembre à fin octobre 1991, le Kasaien est re-

mercié pour avoir biffé de sa prestation de serment la mention "garant de la Nation" attribuée au chef de l'Etat. Premier ministre encore d'août 1992 à février 1993. Et d'avril à mai 1997, à la veille de la fuite de Mobutu devant les armées coalisées des pays voisins, alliés à Laurent Kabila.

#### La république de la rue des Pétunias

En février 1998, Etienne Tshisekedi est arrêté par Laurent Kabila pour avoir voulu organiser une manifestation. L'ère Kabila va-t-elle relancer la roue du destin pour le Kasaien ? Non. Comme si la mort de Mobutu lui avait enlevé sa rage de vaincre, Tshisekedi interprète, désormais, le rôle de Tshisekedi. Il joue au Premier ministre – puis, après les élections frauduleuses de 2011, au président – dans sa parcelle de la rue des Pétunias, à Kinshasa, recevant des envoyés parmi des militants UDPS jouant au protocole d'Etat.

Loin de la rue des Pétunias, le grand parti qu'avait construit la fermeté de Tshisekedi face au Léopard s'est effrité. Parce que le chef est plus obstiné que résolu. Parce que ses choix fédéralistes kasaiens sont devenus un ethnisme luba qui vide peu à peu l'UDPS de ses membres non lubas. Parce que quand les Lubas du Kasai, en 1992, sont victimes de pogroms au Katanga, après avoir fêté avec morgue la nomination de leur héros au poste de Premier ministre, celui-ci ne lève pas le petit doigt pour les aider : "Je n'interviens pas, pour éviter d'être accusé par les autres Zaïrois d'être intervenu dans le dossier de mes frères", justifierait-il. Parce que le "leader maximo" ne quitte la capitale congolaise que pour aller se faire soigner – des mois, des années durant – en Afrique du Sud et en Belgique. Parce que le culte, parfois délirant, de sa personne finit par lasser les plus fidèles, tout comme sa paresse proverbiale, son autoritarisme (il faudra attendre 28 ans le premier congrès de l'UDPS) et les décisions erratiques qu'il impose au parti.

#### Erreur stratégique

Ainsi, en 2006, il commet l'erreur stratégique de ne

pas participer aux élections pluralistes organisées sous la surveillance de la communauté internationale; l'UDPS sera donc absente du Parlement. Il participe à celles de 2011 après s'être proclamé "président" avant même le scrutin et avoir refusé toute concertation avec le reste de l'opposition sur une candidature unique : "Je n'ai pas lutté pendant 30 ans pour laisser ma place à un autre [...] S'il y a quelqu'un d'autre qui veut que ce soit sa candidature qui passe, cela ne peut pas se faire." On sait que des fraudes massives ont diminué son nombre de voix au profit du président sortant Joseph Kabila.

Ce fut le dernier tour de piste de Tshisekedi, qui se replie sur sa famille, désormais toute-puissante et soupçonnée de rédiger sous son nom les communiqués de la présidence du parti, alors que dissidences et excommunications achèvent d'assécher ce dernier. "Le Vieux" a cessé d'être l'homme providentiel lorsqu'il réussit inopinément, en juin 2016, à se remettre en selle : le "conclave" de l'opposition, à Genval – réputé financé par le milliardaire Katebe Katoto, grand frère de Moïse Katumbi, l'ex-gouverneur du Katanga passé à l'opposition et seul rival de Tshisekedi dans la popularité auprès des Congolais – le nomme président d'un Rassemblement d'opposition qui doit conduire la lutte contre la prolongation du dernier mandat constitutionnel de Joseph Kabila.

Toutefois, si l'opposition s'est largement unie derrière son panache blanc, la monture du "Vieux" n'avance pas : la répression à raison des manifestations et Kabila est prolongé pour un an. Mais les négociations pour parvenir à ce résultat montrent une famille Tshisekedi à la recherche du gain, réclamant la présidence du Comité de suivi de la transition pour Etienne et le poste de Premier ministre pour son fils, Félix. Trop c'est trop, même pour le "Vieux", qui a présumé de ses forces. Avant même la fin des négociations – et n'étant plus apparu en public depuis six semaines – Etienne Tshisekedi est emmené pour "un check up" médical à Bruxelles par avion privé le 24 janvier.

**En 2016, celui qui a cessé d'être l'homme providentiel repart pour un dernier tour de piste, comme opposant de Kabila. Mais la monture du "Vieux" n'avance pas.**

## Épingle

### Coup dur pour les négociations

**Comité national de suivi de l'Accord.** Etienne Tshisekedi était de facto le président du "Comité national de suivi de l'accord" (CNSA) qui devait veiller à ce que l'accord de la saint Sylvestre entre la majorité présidentielle et l'opposition soit bien exécuté et conduise, fin 2017, aux élections. Dans les négociations sous l'égide des évêques congolais, il avait été décidé que ce poste revenait au président du comité des sages du Rassemblement de l'opposition. Etienne Tshisekedi et ses conseils ayant insisté pour que son nom n'apparaisse pas noir sur blanc. Tshisekedi disparu, ce poste de président du comité des sages pourrait revenir à Raphaël Katebe Katoto, actuel vice-président qui pourrait donc chapeauter le CNSA.

**Tensions à l'UDPS.** "La succession ? Ça va être une guerre familiale", prophétise un acteur politique de l'opposition. Félix Tshisekedi, pressenti pour le poste de Premier ministre de la transition, a la légitimité du nom, mais il n'est pas le seul. Christian Tshisekedi, apparu lors des négociations entre l'UDPS et le clan Kabila au printemps dernier, pourrait avoir son mot à dire. "L'UDPS, c'est d'abord une machine familiale et une machine ethnique, lance un membre du parti. Certains vieux compagnons de route d'Etienne mériteraient certainement de lui succéder." Le nom de Valentin Mubake est avancé. "Vu son engagement, vu sa fidélité, il pourrait prétendre à ce poste mais il est originaire du Kivu. Or l'UDPS est une formation de Luba. On n'imagine pas autre chose qu'un Kasaien à la tête de ce parti."

**L'opposition sans patron.** Etienne Tshisekedi et Moïse Katumbi sont les vrais patrons du

Rassemblement de l'opposition politique congolaise. Le "Vieux" disparu, Moïse Katumbi devrait reprendre le flambeau. Mais l'ancien gouverneur du Katanga est contraint à l'exil suite à une condamnation à 3 ans de prison pour une rocambolesque affaire de spoliation de biens.